



**PARLEMENT
DE LA RÉGION DE
BRUXELLES-CAPITALE**

**Compte rendu intégral
des interpellations et
des questions orales**

**Commission des finances,
du budget, de la fonction publique,
des relations extérieures et
des affaires générales**

**RÉUNION DU
LUNDI 23 JUIN 2008**

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK
PARLEMENT**

**Integraal verslag
van de interpellaties en
mondelijke vragen**

**Commissie voor de financiën,
begroting, openbaar ambt,
externe betrekkingen en
algemene zaken**

**VERGADERING VAN
MAANDAG 23 JUNI 2008**

Le **Compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité du service des comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

Het **Integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

SOMMAIRE

INTERPELLATION	4
- de M. Olivier de Clippele	4
à M. Guy Vanhengel, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,	
concernant "le droit d'enregistrement de un pour cent sur les hypothèques".	
<i>Discussion – Orateurs : M. Guy Vanhengel, ministre, M. Olivier de Clippele, Mme Anne-Sylvie Mouzon.</i>	5

INHOUD

INTERPELLATIE	4
- van de heer Olivier de Clippele	4
tot de heer Guy Vanhengel, minister van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,	
betreffende "het registratierecht van één percent op de hypotheken".	
<i>Bespreking – Sprekers: de heer Guy Vanhengel, minister, de heer Olivier de Clippele, mevrouw Anne-Sylvie Mouzon.</i>	5

*Présidence : M. Joël Riguelle, vice-président.
Voorzitterschap: de heer Joël Riguelle, ondervoorzitter.*

INTERPELLATION

M. le président.- L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. de Clippele.

INTERPELLATION DE M. OLIVIER DE CLIPPELE

À M. GUY VANHENGEL, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES FINANCES, DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES,

concernant "le droit d'enregistrement de un pour cent sur les hypothèques".

M. le président.- La parole est à M. de Clippele.

M. Olivier de Clippele.- La presse néerlandophone a fait l'écho d'une proposition de décret qui serait en voie d'être adoptée en Flandre, visant à supprimer ou réduire les droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur une habitation. Ce serait ainsi la troisième fois que le parlement flamand copie une proposition d'ordonnance déjà déposée au sein de notre parlement bruxellois.

Il s'agissait de la proposition sur les ventes non réalisées, déposée le 2 janvier 2002 et redéposée le 6 décembre 2007 ; de la proposition sur la suppression des droits de succession entre conjoints et cohabitants sur l'habitation commune, déposée le 22 février 2005 ; et à présent de la proposition sur la suppression du droit d'hypothèque sur l'habitation, déposée le 18 février 2005 et une nouvelle proposition déposée le 20 mars 2008.

On a ainsi l'impression que le parlement flamand

INTERPELLATIE

De voorzitter.- Aan de orde is de interpellatie van de heer de Clippele.

INTERPELLATIE VAN DE HEER OLIVIER DE CLIPPELE

TOT DE HEER GUY VANHENGEL, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK REGERING, BE-LAST MET FINANCIËN, BEGROTING, OPENBAAR AMBT EN EXTERNE BETREKKINGEN,

betreffende "het registratierecht van één percent op de hypotheken".

De voorzitter.- De heer de Clippele heeft het woord.

De heer Olivier de Clippele (in het Frans).- *De Vlaamse pers meldt dat het Vlaams Parlement weldra een voorstel van decreet zal goedkeuren om de registratierechten op een hypotheek voor een woning te verminderen of af te schaffen.*

Het is nu al de derde keer dat het Vlaams Parlement de inhoud van een Brussels voorstel van ordonnantie overneemt, in dit geval het voorstel van ordonnantie over de afschaffing van het hypotheekrecht van 18 februari 2005 en van 20 maart 2008.

Terwijl het Vlaams Parlement onze ideeën overneemt, slagen wij er niet in om onze voorstellen goed te keuren. Het is dan ook niet verwonderlijk dat de zaken in Vlaanderen sneller evolueren.

Hebt u contact opgenomen met de Vlaamse minister van Financiën? Er zouden zich technische problemen kunnen voordoen, aangezien de Lambermontakkoorden er rekening mee houden

cherche les bonnes idées à Bruxelles. Malheureusement, nous ne parvenons pas ici à les adopter, ni même à les examiner, tandis que les choses évoluent plus vite en Flandre.

Avez-vous eu un contact avec le ministre des Finances de la Région flamande à propos de la proposition relative au droit d'enregistrement sur les hypothèques? Des problèmes techniques peuvent survenir, les accords du Lambermont prévoyant qu'en cas d'affectation hypothécaire sur plusieurs biens, les banques demandent des garanties supplémentaires, même lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation.

Le droit d'enregistrement est intégralement versé à la Région où le revenu cadastral est le plus élevé. Une mesure telle que celle qui est envisagée en Flandre peut avoir des effets induits entre les Régions. Dès lors, il serait utile que les trois Régions adoptent la même mesure.

L'objectif de la proposition faite en Flandre est de supprimer la taxe d'enregistrement de 1% sur l'emprunt hypothécaire. Cette taxe punit celui qui n'a pas les moyens de payer de ses propres deniers l'habitation qu'il achète. Il nous paraît utile d'avoir ce débat également en Région de Bruxelles-Capitale. Le hasard du calendrier veut que la proposition soit inscrite également à l'agenda de la commission.

Discussion

M. le président.- La parole est à M. Vanhengel.

M. Guy Vanhengel, ministre.- La proposition de décret flamand à laquelle fait référence M. de Clippele n'est pas nouvelle et les arguments invoqués dans les médias sont les mêmes que ceux invoqués il y a quelques années : il est absurde et inique d'imposer le fait de ne pas avoir d'argent. Lorsque les médias reprennent des propositions de loi, ils mentionnent dans le meilleur des cas qu'il s'agit d'une idée sur laquelle un consensus doit encore être trouvé, même si des gros titres laissent parfois supposer que la peau de l'ours est déjà vendue.

A ce jour, le droit d'enregistrement sur la

dat de banken in het geval van een hypotheek op verschillende gebouwen, bijkomende waarborgen vragen.

Omdat de registratierechten worden geïnd door het gewest waar het kadastraal inkomen het hoogst is, kan de Vlaamse maatregel gevolgen hebben voor de andere gewesten. Het zou dan ook beter zijn als alle gewesten deze maatregel zouden treffen.

De registratierechten van 1% op de hypothecaire lening zijn onrechtvaardig, aangezien ze de minder kapitaalkrachtige kopers straffen.

Toevallig staat dit voorstel ook op de agenda van de commissie.

Bespreking

De voorzitter.- De heer Vanhengel heeft het woord.

De heer Guy Vanhengel, minister *(in het Frans).- Dit voorstel van Vlaams decreet haalde enkele jaren geleden al de media. Ook vandaag gaat de tekst uit van het principe dat het absurd en onrechtvaardig is om minder kapitaalkrachtigen via registratierechten op de hypotheek te belasten.*

Jammer genoeg zijn sommige kranten al te voortvarend in hun verslaggeving. Vandaag bestaat het registratierecht op de vestiging van een hypotheek in Vlaanderen immers nog altijd. Het is zelfs weinig waarschijnlijk dat het voorstel van decreet zal worden goedgekeurd. Mijn Vlaamse collega en ikzelf hebben er dan ook geen overleg gepleegd;

constitution d'une hypothèque existe toujours en Flandre. Et il est peu probable que la proposition de décret concernée y soit votée. Mon collègue flamand et moi-même ne nous sommes dès lors pas concertés sur des problèmes hypothétiques.

Etant donné que l'interpellation concerne la fiscalité flamande, je réfère à l'accord gouvernemental flamand dans lequel il a été convenu d'abroger le droit d'enregistrement de 1% sur la première tranche de 100.000 euros d'un prêt hypothécaire. Après une concertation intensive avec des notaires, des bureaux d'hypothèque ainsi qu'avec l'administration fédérale et flamande, il semble que cette idée ne soit pas réalisable dans la pratique. Non seulement elle est difficile à rédiger juridiquement, mais elle poserait en outre beaucoup trop de tracas administratifs.

C'est pourquoi mon collègue flamand a cherché une autre solution, qu'il a trouvée en adaptant un instrument fiscal déjà existant et connu de tous, à savoir l'abattement. Les acquéreurs d'une première habitation qui y établissent leur résidence principale ont aujourd'hui droit, en Flandre, à un abattement de 15.000 euros.

Le gouvernement flamand souhaite tout simplement augmenter cet abattement. Ainsi, outre l'abattement de 15.000 euros, un abattement supplémentaire de 10.000 euros serait prévu pour l'acquisition d'une habitation ou d'un terrain à bâtir imposé au tarif normal, qui s'élève en Flandre à 10%. Si le taux réduit de 5% s'applique, l'abattement supplémentaire serait de 20.000 euros.

Dans les deux cas, dès janvier 2009, cela signifierait, pour l'acquéreur qui emprunte de l'argent pour acquérir une première habitation, une réduction de 1.000 euros, comme le prévoit l'accord gouvernemental flamand.

Pour rappel, à Bruxelles, cet abattement pour l'achat d'une première ou unique habitation-résidence principale s'élève à 60.000 euros et à 75.000 euros dans les quartiers dits moins résidentiels. Au tarif général de 12,5%, cela procure à l'acquéreur un avantage fiscal qui peut s'élever jusqu'à 9.375 euros.

Nous avons déjà discuté, au sein de cette Commission, de la suppression totale ou partielle du droit d'enregistrement sur la constitution d'une

het gaat om een louter hypothetische kwestie.

Volgens het Vlaams regeerakkoord zou het registratierecht van 1% op de eerste schijf van 100.000 euro van een hypothecaire lening worden afgeschaft. Na overleg met notarissen, hypotheekkantoren en de federale en de Vlaamse administratie, bleek dit idee onhaalbaar. Niet alleen het juridische redactiewerk maar ook de administratieve rompslomp zou voor te veel problemen zorgen.

Daarom heeft de Vlaamse minister geopteerd voor het abattement, dat een bestaand fiscaal instrument is. In Vlaanderen hebben kopers van een eerste woning die er hun hoofdverblijfplaats vestigen, nu al recht op een abattement van 15.000 euro. De Vlaamse regering zou dit abattement willen verhogen, in de vorm van een bijkomend abattement van 10.000 euro in het geval van een aankoop aan het gewone tarief (dat in Vlaanderen 10% procent bedraagt) en een bijkomend abattement van 20.000 euro in het geval van klein beschrijf (5%). In beide gevallen zal de koper van een eerste woning vanaf januari 2009 1.000 euro minder betalen, zoals vastgelegd in het Vlaams regeerakkoord.

In Brussel bedraagt het abattement bij de aankoop van een eerste woning-hoofdverblijfplaats 60.000 euro (in minder residentiële wijken 75.000 euro). Aan het algemene tarief van 12,5% komt dit neer op een korting van maximum 9.375 euro.

Uit vorige debatten is gebleken dat geen enkel commissielid in principe tegen de afschaffing van deze belasting gekant is. Tegelijk wil echter niemand de jaarlijkse inkomsten van 30 miljoen euro verloren laten gaan.

In 2006 werden de abattementen verhoogd met 15.000 euro, zoals opgenomen in het Brusselse regeerakkoord. Vandaag ben ik voorstander van de afschaffing van de successierechten tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden bij de vererving van de gezinswoning.

Gezien de huidige budgettaire moeilijkheden, nodig ik de heer de Clippele uit om de volgende zittingsperiode af te wachten, waarbij mogelijk ruimte komt voor nieuwe fiscale maatregelen.

hypothèque. Si personne n'est en principe opposé à sa suppression, personne ne veut se passer non plus des 30 millions d'euros que cet impôt rapporte par an à la Région.

A Bruxelles, les abattements existants ont été augmentés de 15.000 euros en 2006, comme le prévoyait l'accord gouvernemental. Il conviendrait à présent de supprimer les droits de succession entre conjoints et cohabitants légaux lors de la transmission de l'habitation familiale.

Il faut cependant aussi tenir compte des obstacles budgétaires, surtout aujourd'hui. Les idées et propositions fiscales pour le prochain accord gouvernemental seront en tout cas nombreuses.

M. le président.- La parole est à M. de Clippele.

M. Olivier de Clippele.- La proposition se heurte manifestement à un problème technique, qui pourrait toutefois être résolu. Nous aurons l'occasion de débattre prochainement d'une proposition concrète d'ordonnance. Je maintiens l'idée qu'il s'agit d'un impôt injuste, qui frappe davantage le faible que le fort.

Mme Anne-Sylvie Mouzon.- J'aimerais que vous nous dressiez à l'occasion la liste des impôts que vous considérez comme justes.

M. Olivier de Clippele.- Cela sera fait.

- *L'incident est clos.*

De voorzitter.- De heer de Clippele heeft het woord.

De heer Olivier de Clippele (*in het Frans*).- *Voor technische problemen kan men altijd een oplossing vinden.*

Binnenkort bespreekt de commissie een voorstel van ordonnantie over de afschaffing van deze onrechtvaardige belasting.

Mevrouw Anne-Sylvie Mouzon (*in het Frans*).- *Misschien moet u eens een lijst opmaken met de belastingen die u wél rechtvaardig vindt?*

De heer Olivier de Clippele (*in het Frans*).- *Dat zal ik doen.*

- *Het incident is gesloten.*
